

Joseph Yanguissa, président du parti «La Devise»

«Nous sommes opposés à tous ceux qui font la politique pour leurs postes et pour l'argent»

Enregistré au Ministère de l'intérieur, le 18 novembre 2009, sous le numéro 438/9/Md/Dgat/Der/Sag, «La Devise», une association politique créée par Joseph Yanguissa, est devenue, légalement, parti politique, le 15 septembre 2011. Le bureau départemental de Pointe-Noire, coordonné par Wilfrid Makosso Tchissambou, a été intronisé, dimanche 21 juillet dernier, au quartier Fond Tié-tié, au cours d'une cérémonie présidée par le président de ce parti, Joseph Yanguissa. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le président de «La Devise» édicte l'opinion sur ses objectifs.

*** Monsieur l'abbé, en créant le parti La Devise, quels sont les objectifs que vous vous êtes fixés?**

** Notre parti, contrairement aux autres partis, s'est créé autour d'une doctrine. C'est une doctrine qui relève de la doctrine sociale de l'Eglise catholique: le développement humain intégral. Mais, ce n'est pas à l'Eglise de pratiquer cette doctrine. Moi-même ayant reçu aussi cet enseignement, je pense qu'il est de ma responsabilité, en toute conscience, de promouvoir cette idée qui est salutaire pour l'humanité: le développement de tout homme, ensuite, nous appliquer à faire vivre cette idéologie au sein de notre pays, tout en étant au pouvoir. C'est en étant au pouvoir qu'on peut, effectivement, appliquer ce que l'on pense.

*** Quel est le positionnement de «La Devise» sur l'échiquier politique congolais?**

** Je pense que, vu nos positions et notre analyse face à la gestion du pays, «La Devise» se trouve dans l'opposition, par rapport à ceux qui gouvernent le pays, mais aussi, dans l'opposition à une certaine pratique de la politique, qui est une pratique généralisée qui a été décriée, il y a cinquante ans. C'est-à-dire, la politique qui consiste à rechercher, uniquement, le poste et l'argent pour soi. Nous sommes opposés à tous ceux qui font la politique pour leurs postes et pour l'argent. Chacun de nous voit qu'en regardant tous les secteurs de la vie politique de notre pays, rien ne va pour le mieux. Je pense qu'eux-mêmes sont conscients des dégâts qu'ils causent dans le



Abbé Joseph Yanguissa.

pays. Nous mettons en garde tous les hommes politiques qui sont de la majorité ou de l'opposition, à cause de leur pratique. On fustige les autres, mais une fois arrivé au pouvoir, on fait le pire. On se souvient des belles phrases de l'actuel chef de l'Etat contre le président Pascal Lissouba. Mais, quand il est revenu aux affaires, c'est le chaos. Nous disons à ceux qui sont à l'opposition que nous ne sommes pas avec vous, pour refaire les mêmes choses, demain.

*** «La Devise» est un jeune parti, quels sont vos rapports avec les autres?**

** Nous avions eu beaucoup de dialogue avec les autres partis. Notre position de principe, c'est que nous appartenons à ce que nous appelons une communauté nationale. Une communauté où on met les choses en commun. Nous ne considérons pas les autres partis comme des ennemis, mais comme des partenaires avec qui nous avons à discuter, pour que le pays aille pour le mieux.

sons que le peuple n'ira pas au vote, pas du fait de notre appel, mais, parce que nous savons ce que le peuple veut. Si les choses peuvent changer, d'ici là, nous allons, quand même, positionner nos candidats.

*** Auriez-vous un message à adresser à vos militants?**

** La mission que je donne, à nos militants et sympathisants, est celle d'incarner notre doctrine de rassemblement, afin que toutes les tribus puissent se retrouver dans une même communauté de destin. Pointe-Noire doit donner à «La Devise» cette image d'un parti exemplaire dans l'intégration de notre population, parce que la devise de notre pays est: «Unité, Travail, Progrès».

Propos recueillis par Equateur Denis NGUIMBI

OFFRE D'EMPLOI

Afin d'étoffer son équipe rédactionnelle, un journal de la place recherche des journalistes. Les dossiers de candidature sont à déposer au siège du journal *La Semaine Africaine*, vers le CHU.

Première édition du «Challenge entrepreneurial du bassin du Congo» à Brazzaville

Pourquoi diversifier le tissu économique du Congo, pour le sortir de sa dépendance au pétrole

On ne le répètera jamais assez: le pétrole n'est pas inépuisable. Pourtant, dans les pays producteurs, la découverte de chaque nouveau gisement baïsa, d'un revers de baril, toutes les inquiétudes suscitées par les baisses de production, faisant parfois oublier les bonnes résolutions envisagées pour faire face à un éventuel déclin. Ouf, la rente pétrolière n'est pas menacée! A voir... Car à l'horizon, se profilent bien des changements: cours des matières premières, essor du gaz de schiste, énergies nouvelles dans les pays occidentaux...

Forte demande énergétique des pays émergents

Certes, l'or noir a encore de beaux jours devant lui. Actuellement, la demande en énergie, qui a été multipliée par plus de 2,4 entre 1970 et 2010 (5.000 à 12.000 M.t.e.p.), est satisfaite à plus de 80% par les énergies fossiles. Elle devrait continuer de croître dans les prochaines décennies, en raison du dynamisme démographique mondial (neuf milliards d'êtres humains en 2050) et de l'essor des économies émergentes. Tirée par ces dernières, la demande est, en effet, concentrée à plus de 90% dans les pays hors O.C.D.e (Organisation de coopération et de développement économique). L'offre en pétrole suivra-t-elle? Sur ce plan, les divergences dans l'estimation des paramètres clés (épousément des gisements de pétrole connus, progrès technologiques, nouvelles découvertes...) ne manquent pas, conduisant à des scénarios de production future très divers. Il n'en reste pas moins que les nouvelles ressources, localisées de plus en plus en très haute mer pour ce qui est de l'offshore, ne sont plus accessibles aux mêmes conditions de faisabilité technique et de sécurité que na-

guère, ce qui suppose des investissements plus importants et un renchérissement des coûts d'exploitation.

Vers une nouvelle géopolitique pétrolière?

Si, en termes de réserves, l'Europe du Nord (la Norvège notamment), le Moyen-Orient, l'Amérique latine ou l'Afrique conservent leurs atouts, néanmoins, à brève échéance, davantage de barils proviendront de puits de plus en plus nombreux. Ainsi, de nouveaux producteurs vont s'affirmer sur la scène pétrolière mondiale. Et la géopolitique pétrolière se modifier.

En mai dernier, l'Agence internationale de l'énergie a révélé que l'Amérique du Nord, notamment les Etats-Unis, devrait dominer la production globale de pétrole, dans les cinq ans à venir, grâce au développement rapide de son industrie pétrolière de nouvelle génération. Bien évidemment, les Etats-Unis continueront à importer du pétrole encore longtemps. Mais, chaque nouveau baril provenant du Texas ou du Nord Dakota remplace un baril en provenance d'Angola, du Nigeria ou du Venezuela...

Les nouvelles



Les nouveaux gisements sont de plus en plus en très haute mer.

alternatives au pétrole

Outre les impacts avérés ou potentiels de l'exploration et de l'exploitation pétrolière sur l'environnement et la santé des populations, qui soulèvent de plus en plus d'oppositions, et la grande instabilité voire la tendance baïssière des cours mondiaux du baril, des alternatives au pétrole menacent la rente des pays producteurs d'or noir. Bien que controversée dans nombre de pays, l'exploitation du gaz de schiste, une ressource à laquelle s'intéressent, de plus en plus, les Etats-Unis et même la Chine, pourrait contribuer à une plus grande indépendance de ces pays face au pétrole. Les politiques énergétiques en cours dans les pays industrialisés et même émergents, qui font la part belle aux économies d'énergie et prônent une plus grande diversification des sources et le recours aux énergies renouvelables (éolienne terrestre, solaire photovoltaïque, biomasse, géothermie...) sont

d'autres menaces pour l'avenir des producteurs d'or noir. Leur développement répond à plusieurs motivations. Outre la prise de conscience que les ressources fossiles finiront bien par s'épuiser un jour, la question de leur accès et, partant, de la sécurité d'approvisionnement, un petit nombre d'Etats détenant l'essentiel des réserves mondiales, hors sources non conventionnelles, est une première motivation. Dans le contexte de crise économique et financière qui frappe les pays occidentaux, la volonté d'alléger la facture énergétique en est une autre.

Lutter contre les gaz à effets de serre

Les questions environnementales, notamment les changements climatiques, sont aussi à l'origine de ce nouveau questionnement énergétique. Ainsi, le recours aux énergies renouvelables répond à une double volonté: lutter contre le changement climatique dû aux

émissions de CO₂ et diminuer la dépendance énergétique au pétrole, en particulier dans le secteur des transports. Actuellement, la tendance mondiale est, en effet, à l'élaboration de nouveaux moyens, moins onéreux et moins polluants, de propulsion des véhicules. Pour l'heure, les biocarburants (bioéthanol, produit de fermentation du sucre, et biodiesel, produit à partir d'huiles végétales) sont la seule forme d'énergie renouvelable et à faibles émissions de gaz à effet de serre, utilisable dans ce secteur.

Economies d'énergie

La demande de ces carburants, qui sont essentiellement des produits de technologies dites de première génération, devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2015-2020. En attendant, l'émergence des technologies de deuxième génération, utilisant des ressources non alimentaires. Outre une réduction de la compétition avec l'usage alimentaire que représentent actuellement ces cultures, leur essor permettra des bénéfices environnementaux plus marqués et d'instaurer des filières plus durables, tout en accroissant la part des biocarburants dans les transports. Même tendance aux économies d'énergie dans l'habitat, où la recherche se focalise sur les matériaux dotés de bonnes qualités thermiques et des systèmes de ventilation et de recyclage de l'air permettant de réduire de 80% les dépenses d'énergie de chauffage. C'est ce qu'on appelle les maisons passives.

D'ici à 2030, toute nouvelle construction de maisons et d'immeubles devra répondre à ces normes, dans l'Union européenne.

Les leçons à tirer

Quelles leçons les pays producteurs de pétrole peuvent-ils tirer des changements en cours ou à venir qui menacent à terme leur rente pétrolière? Outre investir cette manne dans la construction d'infrastructures économiques et les secteurs sociaux, en particulier l'éducation, des politiques que mettent en place de nombreux pays pétroliers africains, notamment le Congo, *il faut transformer la manière de gérer nos ressources énergétiques, car nos besoins en énergie augmentent avec l'urbanisation et le développement des activités. Les nouveaux modèles énergétiques développés dans les pays développés nous interpellent. Bien que producteurs de pétrole, nous devons aussi construire des scénarios qui envisagent une moindre demande énergétique*, confie un ingénieur congolais. Certes, les pays riches en ressources hydrauliques ont opté pour la construction de centrales hydro-électriques. Toutefois, le solaire ou la biomasse ainsi que les économies d'énergie sont encore peu développés, alors que l'usage des groupes électrogènes perdure, grevant la balance commerciale. Autant d'opportunités d'affaires à développer qui entrent dans la diversification de l'économie et l'accompagnent. Reste à faire émerger le tissu de P.m.e et P.m.i (Petites et moyennes entreprises et industries) apte à promouvoir ces activités.

Muriel DEVEY MALU MALU

RICE (Réseau International des Congolais de l'Extérieur)